

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 24/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)

25 rue Principale
57635 Hérange

Références : n°125/2025
Code AIOT : 0010003616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2025 dans l'établissement CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS) implanté Petit et Grand Secval 45300 Dadonville. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)
- Petit et Grand Secval 45300 Dadonville
- Code AIOT : 0010003616
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIERES DE DADONVILLE SAS, appartenant au groupe Denis KUCHLY (80%) et Aurélie Girard (20%), a repris l'exploitation du site précédemment exploité par la société CRAMBES à compter du 1er décembre 2021. Ce changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22 juillet 2022.

Les activités sont actuellement réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 qui autorise l'exploitation pour une durée de 15 ans,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Néant

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques (PdC n°6 de l'inspection du 15/02/2024)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
4	Aménagement en faveur de l'herpethofaune (PdC n°9 du 15/02/2024)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Dépot des horizons humifères (PdC n°11 de l'inspection du 15/02/2024)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécurisation des zones dangereuses (PdC n°4 de l'inspection du 15/02/2024)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Préservation de la biodiversité (PdC n°8 de l'inspection du 15/02/2024)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.2.	Susceptible de suites	Sans objet
6	Respect du plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.	/	Sans objet
7	Contrôle du pont bascule	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.6.	/	Sans objet
8	Qualité des déchets inertes de remblai	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.	/	Sans objet
9	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.4.1.	/	Sans objet
10	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.1.	/	Sans objet
11	Fonctionnement du décanteur	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2.2.	/	Sans objet
12	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.5.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/01/2024 est levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation des zones dangereuses (PdC n°4 de l'inspection du 15/02/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1.2

Thème(s) : Autre, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024
Prescription contrôlée : <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées d'autre part.</p>
Constats : <p><u>Pour rappel (constat C1 de l'inspection du 01/08/2023) :</u></p> <p>Lors de la visite d'inspection de 2023, il avait été constaté que les accès aux zones dangereuses (bassin de décantation des boues, talus de la zone de concassage) n'étaient pas suffisamment protégés par une clôture (Arrêté de mise en demeure du 17/01/2024 - mise en conformité demandée d'ici le 17/07/2024).</p> <p><u>Constat 2024 :</u></p> <p>Mise en conformité du site. Pas d'écart constaté.</p> <p><u>Constat 2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater qu'une clôture de type grillage Ursus a été installée pour interdire l'accès sur le site et donc l'accès aux zones dangereuses.</p> <p>L'écart relevé en 2023 est donc soldé. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/01/2024 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Installations électriques (PdC n°6 de l'inspection du 15/02/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Pour rappel :</u> Lors de la visite de 2024, l'exploitant avait présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques effectuée en avril 2023. Ce rapport mentionnait plusieurs écarts sur les installations basse et très basse tension.</p> <p><u>Constat 2025 :</u> Lors de la visite, l'exploitant a reconnu ne pas avoir réalisé les interventions nécessaires à la remise en état des installations électriques basse et très basse tension. Un devis de la société CBS Distribution a été présenté. Selon l'exploitant, l'intervention de cette société est prévue en septembre 2025.</p> <p>Écart : Les installations électriques basses et très basses tension ne sont pas en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Préservation de la biodiversité (PdC n°8 de l'inspection du 15/02/2024)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.2.</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi écologique</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi est réalisé par un écologue tous les deux ans aux périodes favorables (printemps-été) dans l'emprise de la carrière et sur ses abords immédiats. À la suite de son contrôle, l'écologue rédige un compte rendu comprenant les informations précises sur les espèces invasives citées dans le paragraphe précédent ainsi que des préconisations de gestion de ces espèces. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures préconisées. Les espèces invasives pourront faire l'objet d'une récolte manuelle ou mécanique. Le traitement chimique est interdit. Les compte-rendus produits par l'écologue sont annotés par l'exploitant qui consigne ainsi toutes les mesures mises en œuvre pour suivre les préconisations. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection.</p>

Le personnel de la carrière doit être sensibilisé à la détection des espèces envahissantes par une personne ou un organisme compétent (écologue).
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel : Lors de la visite de 2024, l'inspection avait constaté qu'aucun suivi écologique du site n'avait pas été effectué depuis 2018.</p> <p><u>Constat 2025 :</u></p> <p>Par courriel du 17 février 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport du bureau d'étude "Géoplus Environnement".</p> <p>Sur ce rapport, l'inspection relève qu'un inventaire des plantes invasives a été réalisé et que les points d'observations sont clairement indiqués.</p> <p>Interrogé sur les actions mises en œuvre suite aux recommandations, l'exploitant a indiqué avoir procédé à l'arrachage de certaines plantes arbustives (<i>Buddleia davidii</i>).</p> <p>Les plants de Renouée du Japon ont également été détruit du fait du comblement du bassin de décantation Ouest.</p> <p>D'autres espèces telles que les plantules de Sèneçon du Cap ou de Vergerette du Canada n'ont pas fait l'objet d'une intervention particulière. Ces plantes sont des plantes pionnières de petites tailles et difficiles à reconnaître. Elles sont localisées sur les stocks de terre en attente de remise en état.</p> <p>Au vu des informations ci-dessus, l'inspection ne relève pas d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement en faveur de l'herpethofaune (PdC n°9 du 15/02/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7
Thème(s) : Autre, Aménagement de pierriers
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la notification du présent arrêté, 10 pierriers d'une surface moyenne de 2 m² chacun sont mis en place en périphérie de la zone exploitée. Ces abris sont constitués de blocs de roches et de pierres (Ø 100 - 400 et quelques gros blocs sur le dessus), dont l'empilement et l'exposition au soleil sont définis par un expert herpétologue. Ils sont constitués avec les matériaux provenant du site.</p> <p>(...)</p> <p>Leur localisation précise sur le terrain est déterminée par un écologue lors de la mise en œuvre de la mesure.</p>
Constats :

Pour rappel

Lors de la visite de 2024, l'inspection avait constaté que les aménagements en faveur de l'herpétofaune n'avaient pas tous été réalisés.

L'écart suivant avait donc été relevé: **L'exploitant n'a pas mis en place les aménagements en faveur de l'herpétofaune.**

Constat en 2025:

Seuls 5 aménagements (pierriers) en faveur de l'herpétofaune ont pas été réalisés sur les 10 préconisés.

Toutefois dans le rapport Géoplus Environnement, l'écologue souligne le fait que les pierriers préconisés n'apparaissent pas judicieux. Il préconise plutôt la réalisation d'hibernaculums pour l'herpétofaune.

L'exploitant indique que ces aménagements seront réalisés durant la belle saison pour être disponibles l'hiver prochain.

Dans ces conditions, l'inspection ne lève pas l'écart dans l'attente de la transmission des justificatifs de la réalisation des hibernaculums.

Écart: L'exploitant n'a pas mis en place les aménagements en faveur de l'herpétofaune.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les justificatifs de la bonne réalisation des hibernaculums.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Dépôt des horizons humifères (PdC n°11 de l'inspection du 15/02/2024)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur maximale des stocks de terre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

Constats :

Pour rappel :

Lors de la précédente visite de 2024, l'inspection avait constaté que la terre de découverte était entreposée sous forme de merlons en périphérie du site et sur une zone située au sud-ouest du site sur une surface d'environ 3500 m². Ce stockage dépassait les deux mètres de haut et

<p>avoisinait les 4 m.</p> <p><u>Constat 2025 :</u></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le stock était toujours entreposé sur une hauteur excédant 2 m.</p> <p>Toutefois, l'inspection a pu constater que le bassin de stockage des boues Est était en cours de remise en état.</p> <p>Le remblaiement est en cours de finalisation et l'étalement de la terre végétale entreposée au sud ouest doit servir à la restauration de cette zone dans les prochains mois.</p> <p>Dans ces conditions, l'écart est maintenu mais l'inspection ne propose pas de suite.</p> <p>Écart : Un stock de terre entreposée au sud ouest du site avoisine les 4 m de haut.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les justificatifs (photos...) de l'utilisation du stock de terres pour la remise en état de l'ancien bassin de décantation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 6 : Respect du plan de phasage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Respect du plan de phasage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les extractions sont toujours localisées en phase 1 mais que celles-ci vont se terminer rapidement.</p> <p>D'après les informations de l'exploitant, l'installation de traitement est désormais totalement opérationnelle et permet une reprise d'activité à un rythme normal (depuis août 2024, la production a pu être multipliée par 3).</p> <p>En 2025, la capacité de production devrait être égale à la capacité autorisée.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle du pont bascule

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.6.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Contrôle du pont bascule</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.

Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les appareils de pesage,
- (...)

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le pont bascule, situé à l'entrée du site, a fait l'objet d'une intervention et d'un contrôle par la société ADEMI Pesage en date du 9 avril 2024. Au cours de cette intervention, le pont bascule a été reconditionné avec changement des pesons existants par des pesons électroniques.

La vignette verte est présente sur le lecteur de pesée.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Qualité des déchets inertes de remblai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des déchets inertes de remblai réceptionnés

Prescription contrôlée :

[...] Les déchets d'extraction inertes internes au site (résidus, stériles et morts-terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site lors du remblaiement. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière.

Code déchet	description	restriction
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction

		les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe(hors sites contaminés)

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a contrôlé visuellement la qualité des déchets inertes entreposés sur le site.

Ces déchets sont composés de terres et cailloux en très grande majorité.

Les déchets de démolition sont quant à eux déposés sur la plateforme de stockage des produits commercialisés. Ils sont valorisés après tri et concassage.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.4.1.

Thème(s) : Situation administrative, Transmission du rapport d'exploitation

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il

est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

La synthèse du suivi faune-flore est également intégrée au rapport annuel.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. [...]

Constats :

Le rapport d'exploitation a été transmis à l'inspection le 17 février 2025.

L'ensemble des informations demandés sont présentes sur les plans et le rapport.

Pas d'écart relevé sur ce point

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant que le rapport d'exploitation de l'année N-1 doit être transmis au préfet au plus tard le 1er février de l'année N.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Respect du volume prélevable

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à prélever un volume maximal de 52 000 m³/an par le biais de son forage avec un débit maximal de 30 m³/h. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, le relevé du compteur d'eau a été présenté le jour de la visite. En 2024, l'inspection constate que la consommation d'eau a été de 20 806 m³. L'exploitant a indiqué qu'en 2024 dans le cadre des travaux de remise en état de l'installation de traitement des colmatages des fuites sur le clarificateur ont été réalisés.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Fonctionnement du décanteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Asservissement du racleur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement du décanteur doit être optimisé afin de limiter le nombre de cycles de pompage des boues, consommateurs d'eau, en asservissant le pompage des boues au couple exercé sur l'arbre des racleurs du décanteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a précisé le fonctionnement du décanteur. La vidange de fond est asservie à une sonde qui détecte le voile de boue. Elle n'est pas asservie au couple moteur du racleur comme cela est indiqué. Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les vidanges du clarificateur sont bien intermittentes (pas de rejet en continu). Lorsque les vidanges ont été déclenchées, les boues sont rejetées dans le nouveau bassin. Il apparaît que ces boues sont assez épaisses indiquant que le système est assez efficace. En complément, l'exploitant a indiqué qu'il avait modifié le système d'addition de flocculant dans le clarificateur. Celui-ci est désormais asservi à une analyse en continu de la concentration de flocculant dans l'eau permettant un meilleur dosage de flocculant et donc une meilleure précipitation des boues. Ce système est également à l'origine d'une baisse de la consommation d'eau pour le lavage des matériaux.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Autosurveillance des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.2.5.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des niveaux sonores</p>

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Ces contrôles sont effectués sur la zone à émergence réglementée la plus proche (la Ferme de Secval) ainsi que deux points en limite de propriété, par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

Constats :

A la demande de l'inspection, le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores a été présenté.

Les enregistrements ont été réalisés le 18 février 2025 par la société GEONESS.

Sur le rapport, l'inspection ne relève pas de dépassement des niveaux sonores en limite de propriétés et pas de dépassement de l'émergence au droit de la ferme à l'ouest.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite